

3^e C o l l o q u e

Écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec

Avancées, défis et perspectives

1^{er} et 2 mars 2007

Complexe des Sciences Pierre Dansereau
200, rue Sherbrooke ouest, Montréal



Collège de
Rosemont

UQÀM



chaire
ERE-UQAM

RECYC-QUÉBEC

Québec



Table des matières

Présentation du Colloque	3	à l'engagement environnemental multiple et diversifié de la communauté de l'UQAC	11
Mot de M. Marc Turgeon, doyen de la faculté des sciences de l'éducation (FSE).....	3	R4 recruter, intégrer et garder ses bénévoles !	11
Mot de M. Robert Lemieux, président général de RECYC-QUÉBEC, parrain du colloque	3	Programme	12
Mot de M. Gilles Duceppe, député de la circonscription de Laurier - Sainte-Marie.....	4	Atelier-Échanges G3 : Mesures et pratiques des achats éco-responsables	14
Conférence introductive du volet « Gestion écologique institutionnelle »	5	Les politiques d'achat responsable (PAR) : des outils vers une responsabilisation sociale et environnementale !.....	14
Gérer les institutions d'enseignement du Québec comme des écosystèmes.....	5	L'étudiant et l'administrateur : une collaboration essentielle dans l'adoption d'une politique d'achat responsable	14
Conférence introductive du volet « Éducation et culture écologique »	5	Atelier-Échanges E3 : L'intégration des questions environnementales dans le curriculum des études.....	15
L'animation environnementale pour assurer une meilleure gestion écologique de nos milieux scolaires.....	5	L'intégration des problématiques environnementales dans l'enseignement post-secondaire, une nécessité qui s'impose.....	15
Ateliers-Échanges G1 : Élaboration et mise en oeuvre des politiques environnementales.....	6	L'entreprise-école Chez Frédéric, un lieu de pédagogie novatrice, réalisé dans un contexte d'économie sociale et de développement durable.....	16
L'institution d'enseignement et son rôle de mobilisation à l'ère des politiques de développement durable	6	L'environnement, c'est l'affaire de tous	16
La responsabilité sociale, l'éthique et le développement durable en administration	6	Atelier-Échanges G4 : Qualité de l'air, gestion de l'eau et efficacité énergétique, des composantes qui améliorent la qualité de vie des institutions	17
Une politique environnementale : outil nécessaire pour l'avancé de l'éducation relative à l'environnement et de la gestion environnementale	7	Un projet d'efficacité énergétique pour l'amélioration du confort de tous	17
Ateliers-Échanges E1 : Activités d'animation en support à la gestion écologique.....	7	Un toit vert sur le toit de notre maison d'enseignement, un rêve étudiant devenu réalité	17
Pas de performances élevées dans la gestion des matières résiduelles sans une animation soutenue du milieu	7	Atelier-Échanges E4 : La reconnaissance des efforts de l'écodéveloppement, un puissant facteur de motivation pour l'amélioration continue.....	18
Les établissements verts Brundtland, un mouvement qui a des ailes!	8	Quand engagement rime avec valorisation.....	18
Écol'Eau et Concept'eau Bac un projet ENTREPRENANT	8	La reconnaissance stimule l'engagement!	18
Atelier-Échanges G2 : Mise en oeuvre et financement de la gestion écologique.....	9	Un petit geste par étudiant, un grand pas pour l'environnement.....	19
L'élaboration et la mise en oeuvre des stratégies de développement durable : des considérations qui sont également de nature financière.....	9	Dîner-Conférence.....	19
La responsabilité élargie des producteurs, un levier pour le financement de la gestion écologique des matières résiduelles	9	La place des institutions d'enseignement dans le plan stratégique de développement durable de Montréal — Attente et engagement de la Ville	19
La démarche « Campus Durable » de la Coalition Jeunesse Sierra	10	Carrefour des exposants.....	20
Atelier-Échanges E2 : Actions étudiantes bénévoles et rémunérées.....	10	Un événement zéro déchet — carbo neutre	21
L'implication des étudiants en environnement au Collège de Rosemont	10	Remerciements	22
De l'opération « zéro déchet-carbo neutre » du congrès de l'ACFAS 2005			

Présentation du colloque



Un vent nouveau semble souffler sur les institutions d'enseignement du Québec qui se mettent à l'heure du développement durable. De plus en plus d'universités, de cégeps et de commissions scolaires se dotent d'une politique environnementale. Des cégeps obtiennent leur reconnaissance de Cégep Vert, d'autres l'attestation de performance ICI ON RECYCLE de RECYC-QUÉBEC. Les établissements verts Brundtland ont atteint le chiffre 1000 en 2006. De plus en plus d'enseignants intègrent l'environnement dans le curriculum scolaire et la 7^e et récente édition du colloque de Montréal sur l'éducation relative à l'environnement « Imaginons la Terre » a connu un succès de participation sans précédent auprès des enseignants et éducateurs à l'environnement.



En 2004, le Cégep de Rosemont et l'AQPERE ont décidé de doter le Québec d'un instrument capable d'évaluer l'éco-développement des établissements scolaires du Québec en créant le colloque du même nom. En 2005, l'Université Laval reprenait le flambeau et pour la troisième édition, c'est

l'UQAM qui invite les gestionnaires des établissements scolaires du Québec à se rencontrer pour échanger sur les réalisations. Avancer sur le plan de la gestion écologique institutionnelle et progresser sur celui de l'animation environnementale du milieu, support essentiel à l'obtention de performances élevées en matière de développement durable, voilà ce qui anime ce troisième colloque.

C'est en effet par l'éducation que l'on arrive à communiquer le sens de la responsabilité qui conduit chacun à poser des gestes qui deviennent significatifs s'ils rejoignent l'ensemble de la communauté institutionnelle.

Ce troisième colloque sur l'éco-développement des institutions d'enseignement du Québec nous donnera donc l'occasion de faire le point sur les avancées, les défis et les perspectives qui animent le monde de l'éducation et nous permettra d'entretenir notre motivation à poursuivre l'action entreprise, si modeste soit-elle.

Robert Litzler
Président de l'AQPERE
Association québécoise pour
la promotion de l'éducation
relative à l'environnement

Cynthia Philippe
Conseillère en environnement
Vice-rectorat aux ressources
humaines et aux affaires
administratives

Mot de M. Marc Turgeon, doyen de la faculté des sciences de l'éducation (FSE)



Au nom de la Faculté des sciences de l'éducation, il me fait plaisir de souligner la tenue de ce colloque à l'UQAM. Regroupant près de 5000 étudiantes et étudiants aux trois cycles d'études, la FSE est la plus importante au Québec et constitue un atout important dans la réponse aux besoins de la région montréalaise en matière d'éducation.

La FSE considère essentiel le soutien au développement de pratiques novatrices. C'est pourquoi elle a appuyé activement la création de Chaires de recherche du Canada en éducation à la santé et en éducation relative à l'environnement. Les réflexions menées autour de ces thématiques, les recherches qu'elles suscitent et les perspectives ainsi ouvertes ne peuvent qu'aider les milieux éducatifs dans l'appropriation des défis auxquels les changements sociaux et politiques des dernières années les confrontent. En effet, les questions de gouvernance, de concertation et de prise en charge locale, de même que l'action éducative favorisant l'exercice de la citoyenneté sont désormais indissociables de l'établissement et de la réalisation des projets éducatifs et des missions éducatives. L'Écodéveloppement des institutions d'enseignement se veut la transposition dans un registre organisationnel d'une mutation de préoccupations académiques déjà bien installées, notamment en matière d'éducation relative à l'environnement.

Je me joins à l'AQPERE pour souhaiter à tous
et à toutes un excellent colloque!

Marc Turgeon

Mot de M. Robert Lemieux, président général de RECYC-QUÉBEC, parrain du colloque



Le Colloque sur l'écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec, organisé par l'Association québécoise pour l'éducation relative à l'environnement, est une occasion privilégiée pour RECYC-QUÉBEC de démontrer son engagement à soutenir les initiatives qui prennent racine dans le secteur de l'éducation. Les institutions d'enseignement sont aux premières lignes pour former les citoyens responsables qui composeront le Québec de demain. Non seulement elles sont le lieu où s'actualise le savoir, mais également où se dessine l'avenir.

À cet égard, il est encourageant de voir augmenter le nombre d'établissements d'enseignement qui prennent le virage de l'écodéveloppement. L'implantation de mesures environnementales, principalement en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles, entraîne des retombées positives visibles dans le milieu de vie des étudiants, des enseignants et des administrateurs, qui deviennent une source d'inspiration pour d'autres.

L'événement qui nous réunit aujourd'hui connaît une telle popularité auprès des gestionnaires d'établissements d'enseignement et des étudiants qu'il est maintenant annuel. Il reflète l'évolution de l'engouement et des préoccupations du milieu de l'éducation pour l'environnement. Il ne serait pas possible sans les efforts soutenus des organisateurs que je remercie sincèrement.

Je souhaite que chacun tire le meilleur de ces rencontres.

Bon colloque.

Robert Lemieux

Mot de M. Gilles Duceppe, député de la circonscription de Laurier - Sainte-Marie



Je tiens à saluer votre engagement dans le domaine du développement durable et la protection de notre environnement. Le rendez-vous annuel auquel vous êtes conviés vous permettra d'échanger sur vos réalisations respectives autour de thèmes novateurs tels que la gestion écologique institutionnelle et l'éducation et la culture écologique.

Depuis plusieurs années déjà, le Bloc Québécois travaille sans relâche à promouvoir la qualité de l'environnement et exerce des pressions sur des décideurs à Ottawa pour que le Canada respecte ses engagements en la matière, conformément aux intérêts et à la volonté des Québécois et Québécoises.

Le milieu scolaire québécois est très sensibilisé aux questions environnementales et les jeunes étudiants s'y intéressent de plus en plus. Votre colloque est une occasion de nous faire connaître vos réalisations et celles-ci inspireront sûrement d'autres jeunes à les reproduire. Votre exercice permet également de faire l'inventaire de vos initiatives locales et démontre combien elles sont nécessaires et complémentaires aux politiques globales des différents gouvernements.

Dans la circonscription de Laurier – Sainte-Marie que je représente, j'ai eu l'occasion d'appuyer des projets de plantation d'arbres et de verdissement d'espaces récréatifs. Lors de mes visites, j'ai rencontré des enseignants et enseignantes extraordinaires qui ont à cœur ce type de projets, de même que des directions d'école qui soutiennent ces initiatives et permettent de les coordonner.

Merci à tous et à toutes pour votre implication, je vous souhaite un bon colloque. Je suis convaincu que vos réflexions sauront enrichir le débat environnemental et stimuler la multiplication des projets environnementaux dans nos écoles.

Gilles Duceppe

Conférence introductive du volet « Gestion écologique institutionnelle »

Gérer les institutions d'enseignement comme des écosystèmes



L'arrimage, dans un même propos, du concept d'écosystème et de l'activité de gestion devrait provoquer. Les gestionnaires du milieu de l'enseignement et les écologistes ont rarement l'habitude de partager les mêmes tribunes et les mêmes préoccupations. Par contre, ce mariage de raison trouve tout son sens en nous conduisant à réfléchir globalement. En effet, si les écosystèmes comprennent, pour un espace donné, le milieu physico-chimique et les populations qui y vivent, ils englobent également, et c'est un aspect crucial, toutes les relations entre ces deux composantes.

Les écosystèmes en santé sont stables, les ressources qu'ils consomment étant en équilibre avec celles qu'ils produisent. On vise donc ici une gestion qui prend en compte les êtres, leur milieu et leurs interactions, et recherche un nouvel équilibre. De plus, on parle de gestion écologique, un mot qui signifie maintenant « respectueux de l'environnement ». Il s'agit donc d'élargir nos champs de gestion afin d'y inclure tout ce que le respect de l'environnement implique.

Les conférenciers du volet « gestion écologique institutionnelle » vont nous éclairer sur de nombreuses composantes de ces écosystèmes d'enseignement. On y parlera de nos comportements et de nos interactions avec le milieu, de leurs effets sur la consommation de ressources et sur la production de biens et services écologiques. Des études de cas portant sur le changement de ces comportements, sur la manière de les influencer, par le biais d'adoption de politiques et par la mise en oeuvre de projets, seront partagées. Les ressources, qui sont toujours cruciales à l'équilibre d'un écosystème, seront également discutées. Quelles ressources doit-on viser en priorité? Comment y arriver? Comment, bien sûr, financer tous ces changements?

De telles questions sont cruciales pour n'importe quel gestionnaire. Par contre, elles revêtent une importance toute particulière dans nos institutions où elles doivent aussi être intégrées à la mission d'enseignement. Comment, en effet, imaginer que ce nouvel équilibre soit vraiment atteint si l'on n'amène pas l'étudiant à l'intégrer au cours de sa formation?

Louise Millette

Directrice du département des génies civil, géologique et des mines
École polytechnique de Montréal
louise.millette@polymtl.ca

Conférence introductive du volet « Éducation et culture écologique »

L'animation environnementale pour assurer une meilleure gestion écologique de nos milieux scolaires



Dans le domaine de l'éducation à l'environnement, on s'entend généralement pour dire que pour changer un comportement, il faut d'abord changer d'attitude. Et pour changer d'attitude, on se doit d'avoir en main toute l'information disponible et croire que l'on peut faire une différence. Là seulement, une modification de nos habitudes de vie devient possible. Voilà pourquoi l'éducation, la sensibilisation et l'engagement sont des volets incontournables du changement, de l'amélioration des pratiques. Et lorsque des

jeunes, conscients des enjeux qui les touchent dès maintenant et pour encore longtemps, deviennent les vecteurs de cette sensibilisation, on obtient des résultats étonnants!

Au fil des ans, on remarque qu'un nombre grandissant d'établissements d'enseignement se met au « développement durable ». Dans la plupart des cas, à l'origine de ces « virages » on trouve un travail de sensibilisation de longue haleine et qui ne doit jamais cesser. Un travail souvent initié par un groupe d'étudiants, un professeur convaincu (...et convaincant), ou même grâce à la mise en place d'un projet réalisé en partenariat avec des acteurs de la communauté environnante. Nous verrons à travers cet exposé des exemples inspirants et concrets d'intervention, d'animation et de concertation en milieu scolaire qui ont porté fruits et qui le font toujours.

ENvironnement JEUnesse est un organisme d'éducation relative à l'environnement oeuvrant principalement en milieu scolaire. Depuis maintenant 27 ans, notre action est portée par et pour les jeunes.

Jérôme Normand

Directeur d'ENvironnement JEUnesse
j.normand@enjeu.qc.ca

Ateliers-Échanges G1: Élaboration et mise en oeuvre des politiques environnementales

L'institution d'enseignement et son rôle de mobilisation à l'ère des politiques de développement durable



Les notions du développement durable se rattachent particulièrement bien à la mission des institutions d'enseignement. La sensibilisation et l'éducation effectuées dans les écoles, les collèges et les universités permettent d'améliorer les comportements des citoyens ainsi que les modes de consommation et de production. De plus, la recherche permet l'innovation scientifique et technologique qui sont des leviers essentiels au développement durable. Dans ce contexte, nous influençons la société tant par nos programmes d'éducation et de recherche que par nos propres actions et politiques.

Le secteur de l'éducation joue donc un rôle fondamental dans la mise en oeuvre de stratégies et de politiques de développement durable dans notre société. Les étudiants l'ont bien compris et s'engagent un peu partout au Québec pour relever ce défi, sous le thème d'un « Campus durable ». Dans cette présentation, nous utiliserons l'exemple de l'Université de Sherbrooke qui travaille en synergie avec ses étudiants et en partenariat avec neuf autres institutions sherbrookoises afin de mettre en application et promouvoir le développement durable, ce qui contribue au développement de la région.

Patrice Cordeau
Conseils Prévention-Environnement
Université de Sherbrooke
patrice.cordeau@usherbrooke.ca

La responsabilité sociale, l'éthique et le développement durable en administration

Au cours des dernières années, les concepts de « développement durable » et de « responsabilité sociale » se sont souvent retrouvés au coeur des dossiers d'importance de notre société (accord de Kyoto, budget fédéral, indicateurs de capital naturel dans les bilans écologiques gouvernementaux, etc.) Toutefois, il nous a semblé que le milieu universitaire, qui a depuis toujours été le centre de développement de nouvelles approches en gestion, n'emboîtait pas le pas. Afin de répondre adéquatement à la mission actuelle du RÉFAEC qui consiste à défendre les intérêts des étudiants en administration de l'Est du Canada, le conseil d'administration du RÉFAEC a adopté la position suivante le 15 février 2003 :

Soucieux d'améliorer la conscience sociale de ses étudiants membres, d'actualiser leurs connaissances acquises et de disposer des instruments essentiels à leur développement; Considérant que les programmes académiques actuels ne reflètent pas suffisamment les impacts des décisions économiques mondiales.

Le RÉFAEC demande l'ajout d'objectifs pédagogiques clairs et obligatoires traitant de responsabilité sociale, d'éthique et de développement durable à l'intérieur de tous les cours de tronc commun en gestion de premier cycle universitaire; propose à l'ensemble des associations étudiantes l'adoption d'une politique environnementale pour encadrer leurs activités.

L'exécutif du RÉFAEC prend aussi l'engagement d'offrir le support et l'appui nécessaires au développement des initiatives environnementales dans chaque faculté membre du RÉFAEC.

Quant aux institutions universitaires, elles ont la responsabilité de s'assurer que les futurs gestionnaires, chefs d'entreprise, directeurs, présidents, en somme des leaders de la société de demain, aient intégré la notion du développement durable, telle que définie lors de la Commission Brundtland « Notre avenir à tous ».

Nous sommes d'avis que l'apprentissage de ces notions permettra aux futurs gestionnaires de minimiser les sources de pression externe aux entreprises, l'application des systèmes de gestion environnementaux permet une hausse de productivité ainsi qu'une mobilisation des employés, en plus d'engendrer des économies liées à l'éco-efficience.

Jean-Lévy Champagne
Président du Regroupement étudiant des facultés d'administration
de l'Est du Canada
jeanlevy10@gmail.com

Une politique environnementale : outil nécessaire pour l'avancé de l'éducation relative à l'environnement et de la gestion environnementale

En 1998, commençait l'aventure des membres de la communauté de l'UQAM dans l'élaboration d'une Politique environnementale. Cette demande est venue des étudiants et a pris la forme d'une consultation des membres de la communauté universitaire sur un début d'énoncé de Politique qui comprenait cinq axes :

- Le respect de la vie dans sa diversité
- La responsabilité d'adopter des actions qui favorisent un environnement viable
- L'éthique
- L'éducation
- La gestion respectueuse de l'environnement.

Après cette consultation, un Comité d'action et de concertation en environnement (CACE) fut formé et avait pour mandat d'élaborer un énoncé de Politique reflétant le consensus de la communauté universitaire. Cette démarche comporta deux consultations publiques avec présentation de la première version de l'énoncé et une analyse en profondeur des propositions (mémoires de la communauté universitaire) pour mettre en relief le consensus. Cette Politique environnementale fut finalement adoptée le 27 janvier 2004. Elle comporte deux grandes orientations :

- l'éducation relative à l'environnement;
- et la gestion environnementale de l'Université.

Avec cette Politique, l'Université se voit dotée d'un outil d'engagement qui l'oblige à mettre en oeuvre la Politique et de présenter un bilan environnemental annuel ainsi qu'un plan d'action qui vient renforcer cette démarche. De plus, un nouveau Comité Institutionnel de la Politique environnementale fut constitué. Il s'agit d'un comité multipartite comprenant les représentants des différentes constituantes de l'Université.

Cette élaboration de Politique fut ardue, mais nécessaire. Elle a permis de consolider les différentes visions environnementales des membres de la communauté universitaire vers un même but commun qui est l'écologisation de l'Université.

Pierre Robitaille
Adjoint à la vice-rectrice aux ressources humaines
Université du Québec à Montréal
robitaille.pierre@uqam.ca

Ateliers-Échanges E1 : Activités d'animation en support à la gestion écologique

Pas de performances élevées dans la gestion des matières résiduelles sans une animation soutenue du milieu

Les activités d'animation, de sensibilisation et d'information sont parties prenantes d'un bon plan d'action environnemental. Effectivement, la gestion écologique ne peut exister sans activités d'animation. Il ne suffit pas de sensibiliser et d'informer la population institutionnelle sur les bonnes pratiques environnementales pour que se produise un véritable changement d'habitudes et de comportements. Encore faut-il mettre en place les installations nécessaires pour que ces changements puissent se réaliser. Une activité de sensibilisation sur le recyclage sans avoir de bacs de recyclage dans l'établissement ne sera pas perçue comme étant très cohérente ! L'inverse est aussi vrai. Si nous visons une bonne utilisation des installations en place, il est primordial d'informer et de sensibiliser les usagers sur le comment et le pourquoi, afin de donner un sens à nos actions. De là toute l'importance des activités d'animation.

Elles permettent entre autres de démontrer que la préoccupation environnementale est intégrée dans le système de gestion de l'organisation tout en rendant le milieu plus vivant et stimulant. Ces activités peuvent prendre plusieurs formes. Elles peuvent être tantôt ludiques ou parfois plus percutantes, mais elles visent toujours à amener une saine réflexion sur nos habitudes de consommation, tout en permettant de réaliser les objectifs de la gestion écologique. De plus, la réalisation de ces activités par les divers comités enclenche un processus d'adhésion et de cohésion entre les différents intervenants de l'institution.

Patricia Julien
Technicienne en Environnement au Collégial
beldane@sympatico.ca

Les établissements verts Brundtland, un mouvement qui a des ailes



Le mouvement des Établissements verts Brundtland (EVB) est né il y a près de 15 ans, sous l'initiative de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et de RECYC-QUÉBEC. L'idée de départ était de reconnaître l'engagement des membres du personnel de l'éducation pour un monde meilleur. Rapidement, le mouvement a pris de l'ampleur, si bien qu'on compte désormais des EVB dans tous les ordres d'enseignement et un peu partout sur le territoire québécois. Concrètement, les EVB s'engagent à réaliser des projets qui respectent les 6 R

(réduire la consommation des ressources, réutiliser les biens, recycler les produits, réévaluer nos systèmes de valeurs, restructurer nos systèmes économiques et redistribuer les ressources) en faveur d'un monde écologique, pacifique, solidaire et démocratique. En retour, les EVB ont accès à une multitude de trousseaux pédagogiques, d'outils d'animation et de formation, ils font partie de réseaux d'échanges et de formation et participent à plusieurs activités organisées par la CSQ et ses multiples partenaires et collaborateurs.

Une des caractéristiques du mouvement EVB est que ses actions ne concernent pas seulement l'écologie, mais aussi la démocratie, la solidarité et le pacifisme, qui sont considérés comme des valeurs interdépendantes. Nous présenterons les grandes lignes du mouvement, ainsi que des exemples concrets des outils mis à la disposition des membres du personnel de l'éducation qui oeuvrent dans un EVB et des actions réalisées par le personnel et les élèves.

Véronique Brouillette
Conseillère en éducation pour un avenir viable
Établissements verts Brundtland
Brouillette.Veronique@csq.qc.net

Écol'Eau et Concept'eau Bac un projet ENTREPRENANT



Suite à une question des élèves concernant la problématique d'approvisionnement en eau potable de la Ville de Thetford Mines, Marie-France Lessard, enseignante aux élèves du 3^e cycle de l'école primaire Du Tournesol à Thetford Mines, met sur pied le projet Écol'Eau et son jumeau Concept'eau Bac, entraînant ses 69 élèves dans un projet entrepreneurial audacieux.

L'originalité du projet repose sur la création d'un partenariat solide entre le monde scolaire, municipal, politique et l'entreprise privée. Dès le départ, le projet bénéficie du soutien de la direction et de l'appui des parents. Le dynamisme des élèves, leur engagement à une grande cause environnementale font rejaillir ce projet dans la communauté et même au-delà de leur région.

Marie-France vous fera découvrir les multiples retombées sur le développement des qualités entrepreneuriales des élèves. Elle démontrera comment ce projet, qui ne cesse de grandir, atteint pleinement les objectifs de la réforme scolaire en cours tout en permettant aux élèves d'acquérir une meilleure compréhension des dimensions sociale, politique, économique et scientifique de l'environnement.

Marie-France Lessard
Enseignante à l'école primaire Le Tournesol
Thetford Mines
mflessard658@hotmail.com

Atelier-Échanges G2: Mise en oeuvre et financement de la gestion écologique

L'élaboration et la mise en oeuvre des stratégies de développement durable : des considérations qui sont également de nature financière...

L'élaboration et la mise en oeuvre des stratégies de développement durable dans les institutions collégiales et universitaires couvrent un vaste spectre d'interventions. De telles stratégies doivent couvrir deux aspects de notre réalité : l'intégration de ces principes dans notre mandat premier d'enseignement et dans nos modes d'opération. C'est l'objectif que cherche à atteindre l'Université de Sherbrooke par sa Politique de développement durable et son Plan d'action qui l'accompagne.

La diversité des actions couvertes par ces deux aspects suppose la prise en compte de considérations financières de nature différente dans nos stratégies de développement durable. Certaines actions pourront s'autofinancer, ce sera le cas de nombreux investissements en efficacité énergétique. D'autres actions vont s'effectuer à coût nul puisqu'il ne s'agit que de revoir nos approches et mieux sensibiliser l'ensemble de la communauté à ces enjeux; démarche peu coûteuse, mais pas nécessairement facile... Et finalement, certaines actions ne sont pas rentables et nécessitent un apport financier permettant de couvrir les coûts supplémentaires. Dans le contexte de rareté budgétaire qui caractérise nos institutions, cela constitue une contrainte majeure. Mais une analyse plus complète de ces actions permet souvent de nuancer ces coûts supplémentaires. Comme dans de très nombreux enjeux environnementaux, il ne faut pas se limiter aux simples bénéfices comptables directs. L'exemple de la stratégie de transport durable mise en place à l'Université de Sherbrooke constitue l'exemple éloquent d'une mesure qui ne devient pertinente que lorsque tous les coûts et bénéfices sont considérés dans la prise de décision.

Alain Webster
Adjoint au vice-rectorat
Université de Sherbrooke
Alain.Webster@usherbrooke.ca

La responsabilité élargie des producteurs, un levier pour le financement de la gestion écologique des matières résiduelles



Donnant suite au Plan d'action, le Québec s'est doté en septembre 2000 d'une Politique de gestion des matières résiduelles 1998-2008 qui vise à augmenter les quantités récupérées, tout en s'assurant d'une sécurité accrue des lieux d'élimination, tant pour les personnes que pour l'environnement. Une série d'actions sont identifiées par cette Politique, notamment la responsabilité élargie des producteurs qui prévoit que les fabricants et les importateurs de produits assument une grande partie de la responsabilité des effets environnementaux de leurs produits tout au long de leur cycle de vie.

Le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles annonce qu'une compensation sera exigée des entreprises qui fabriquent, mettent en marché ou autrement distribuent des produits d'emballage ou des imprimés; cette compensation serait versée aux municipalités pour les services de récupération et de valorisation des matières résiduelles qu'elles fournissent à leurs concitoyens.

Le contexte actuel favorise les interventions économiques plutôt que les obligations réglementaires dans les dossiers environnementaux. D'ailleurs, il y a moins de six mois, le gouvernement du Québec a mis en place le Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles qui prévoit un droit environnemental de 10 \$ la tonne enfouie. Une contribution aux municipalités provenant de ce droit environnemental à l'élimination des matières résiduelles peut servir de levier économique et soutenir les municipalités qui doivent tout mettre en oeuvre pour contrôler les matières résiduelles sur leur territoire.

Mario Laquerre
Coordonnateur du Secteur ICI
RECYC-QUÉBEC
m.laquerre@recyc-quebec.gouv.qc.ca

La démarche « Campus Durable » de la Coalition Jeunesse Sierra



L'implantation d'une démarche de développement durable dans une organisation telle qu'une institution d'enseignement supérieure représente un immense, mais stimulant défi. Cet atelier présentera le concept de « Campus Durable » et la démarche proposée par la Coalition Jeunesse Sierra aux groupes étudiants à travers le Canada qui veulent donner une impulsion durable sur leur campus et modifier aussi bien sa gestion que les contenus des cours qui y sont enseignés.

Cette démarche et les éléments d'analyse qui seront présentés émanent d'une expérience de plus de 10 ans sur plusieurs dizaines de campus à travers le Canada. Si le contexte local reste primordial et incontournable comme le prouve le fait qu'il existe autant de types de démarches que de campus impliqués, il n'en reste pas moins qu'il est possible d'identifier quelques facteurs clés de succès qui pourraient grandement aider les nouveaux aventuriers dans ce domaine.

Ces facteurs clés constituent en effet autant d'ingrédients à la recette du succès et peuvent expliquer les carences et les difficultés de certains projets en cours. Cet atelier permettra également de présenter quelques exemples de modes de financement de différents projets implantés sur quelques campus canadiens, et l'importance que ceux-ci ont joué dans leur succès.

Yann Louvel

Coordonnateur régional pour la province du Québec, Projet Campus Durables (PCD), Coalition Jeunesse Sierra (CJS)
quebec@syc-cjs.org

Atelier-Échanges E2 : Actions étudiantes bénévoles et rémunérées

L'implication des étudiants en environnement au Collège de Rosemont



Le Collège de Rosemont est souvent cité en exemple comme pionnier dans le réseau collégial québécois pour les actions environnementales qu'il a mises sur pied au cours des années. Cette réputation est rendue possible grâce au travail de nombreux intervenants, mais aussi grâce à l'implication des étudiants.

Nombre d'entre eux participent aux activités de sensibilisation et de récupération du Collège, que ce soit de façon bénévole ou rémunérée. Citons comme exemples la consigne, le lavage des matières et leur traitement avant leur récupération, qui sont des emplois qui ont été créés pour les jeunes. De plus, le comité étudiant en environnement s'implique en organisant diverses activités de sensibilisation à l'attention des usagers du Collège.

Cette conférence sera le moment de découvrir comment l'implication étudiante en environnement est favorisée et vécue au Collège, ce qui permet aux usagers d'intégrer dans leur vie de tous les jours la préoccupation de la protection de l'environnement.

Sophie Lafrance
Technicienne en environnement
Collège de Rosemont
slafrance@crosemont.qc.ca

De l'opération « zéro déchet-carbo neutre » du congrès de l'ACFAS 2005 à l'engagement environnemental multiple et diversifié de la communauté de l'UQAC



Le développement durable et les enjeux environnementaux ont une longue histoire au Saguenay Lac-Saint-Jean. Dans cette région laboratoire du développement durable, la population a été habituée aux expériences inédites. L'arrivée de la Chaire en Éco-conseil a augmenté la place de ces enjeux dans le discours régional. La Chaire a organisé un colloque sur le développement durable dans le cadre du Congrès de l'ACFAS 2005. Les actes sont disponibles en ligne (http://dsf.uqac.ca/eco-conseil/chaire/documents/20060626_actes_colloque.pdf). Le Congrès de l'ACFAS a été le premier grand événement zéro-déchet et carbo neutre. Cette expérience a mobilisé les chercheurs de la Chaire, les employés et organisateurs, ainsi qu'une grande quantité de bénévoles qui ont assuré la logistique et la sensibilisation. Un système de recyclage avait été mis en place à l'université juste avant l'événement.

Cette activité a donné beaucoup de visibilité à l'université grâce à la portée médiatique de l'ACFAS. L'UQAC a démontré son savoir-faire en matière d'engagement vers le développement durable, faisant rapidement oublier les désagréments des changements apportés. Les gens en sont fiers, et les messages passent plus facilement auprès de la communauté. Les gens sont-ils plus faciles à mobiliser pour autant?

À l'UQAC, beaucoup de gens s'impliquent dans des causes sociales et environnementales. En plus des activités de plusieurs comités, les étudiants en éco-conseil doivent réaliser un colloque et une campagne de sensibilisation dans le cadre de leur formation. Le Comité Environnemental s'est doté d'une structure efficace et il a organisé une campagne de recrutement bien préparée qui a permis une grande mobilisation des étudiants de disciplines diverses. Il est ainsi plus facile de rejoindre la population lorsqu'il est question de changer les comportements.

Olivier Riffon
Président du Comité Environnemental de l'UQAC
olivier_riffon@uqac.ca

R4 recruter, intégrer et garder ses bénévoles !



Le programme R4 (repenser, réduire, réutiliser, recycler) est l'oeuvre d'un sous-groupe du projet Concordia Durable qui vise à regrouper les initiatives environnementales sous une même bannière, tout en incorporant des indicateurs sociaux et économiques dans son processus de décision.

R4 a débuté durant l'été 2004 grâce à l'initiative de Chantal Beaudoin, étudiante bénévole à l'époque. Depuis ce temps, Chantal est devenue une employée à temps plein, responsable de R4 et de l'environnement à l'Université Concordia. En 2006, un emploi étudiant à temps partiel a été créé afin d'aider aux tâches. Le programme R4 compte maintenant une trentaine de bénévoles. Environ dix d'entre eux, appelés « ambassadeurs », consacrent en moyenne cinq heures par semaine au projet; les autres appelés « membres » allouent un minimum de deux heures par deux semaines à diverses responsabilités.

Les erreurs commises et les obstacles rencontrés depuis sa création ont permis au programme R4 d'évoluer et d'améliorer son processus de recrutement et d'intégration des bénévoles. En effet, afin de recruter, intégrer mais surtout garder ses bénévoles, l'équipe du projet R4 a conçu divers outils tel qu'un formulaire d'inscription en ligne et organisé des activités variées, afin de plaire à tous. Les avantages liés aux actions étudiantes bénévoles et rémunérées depuis sa création en 2004 sont nombreux. Les efforts déployés et les résultats obtenus en matière de gestion des matières résiduelles ont permis au projet R4 d'être reconnu à la grandeur de l'université et même à l'extérieur de celle-ci. Plusieurs professeurs appartenant à divers départements permettent à leurs étudiants de travailler ou faire de la recherche pour le projet R4 en échange de crédits scolaires. Les sommes d'argent récoltées en bourses et commandites ne cessent d'augmenter et permettent au projet R4 d'être durable et rentable au point de vue économique.

Chantal Beaudoin
Responsable du programme R4
Université Concordia
recycle@alcor.concordia.ca

Programme

1^{er} mars

8 h

Accueil et inscriptions

Hall d'entrée du Complexe des Sciences Pierre Dansereau
Visite du carrefour des exposants (salle multifonctionnelle 4800)

9 h

Ouverture du colloque

Maître de Cérémonie : Jérémie Mbairamadji
Mot de bienvenue de M. Marc Turgeon, Doyen de la faculté des sciences de l'Éducation de l'UQAM
Allocution de M. Robert Lemieux, PDG de RECYC-QUÉBEC, parrain du colloque

9 h 30

Présentation du colloque

9 h 45

Conférence introductive du volet « Gestion écologique institutionnelle » (salle SH-2800)

Mme Louise Millette, Directrice du département des génies civil, géologique et des mines, École polytechnique de Montréal
Gérer nos institutions d'enseignement du Québec comme des écosystèmes

10 h 30

Pause

11 h 00

Conférence introductive du volet « Éducation et culture écologique » (salle SH-2800)

M. Jérôme Normand, Directeur d'ENvironnement JEUnesse
L'animation environnementale pour assurer une meilleure gestion écologique de nos milieux scolaires

14 h

Atelier-Échanges G1 (salle SH-3260)

Élaboration et mise en oeuvre des politiques environnementales

M. Patrice Cordeau, Conseils Prévention-Environnement, Université de Sherbrooke
L'institution d'enseignement et son rôle de mobilisation à l'ère des politiques de développement durable

M. Jean-Lévy Champagne, président du Regroupement étudiant des facultés d'administration de l'Est du Canada.

La responsabilité sociale, l'éthique et le développement durable en administration

M. Pierre Robitaille, Adjoint à la vice-rectrice aux ressources humaines, Université du Québec à Montréal

Une Politique environnementale : outil nécessaire pour l'avancée de l'éducation relative à l'environnement et de la gestion environnementale

Atelier-Échanges E1 (salle SH-3620)

Activités d'animation en support à la gestion écologique

Mme Patricia Julien, Technicienne en Environnement au Collégial
Pas de performances élevées dans la gestion des matières résiduelles sans une animation soutenue du milieu

Mme Véronique Brouillette, Conseillère en éducation pour un avenir viable, Établissements verts Brundtland

Les Établissements verts Brundtland, un mouvement qui a des ailes !

Mme Marie-France Lessard, Enseignante à l'école primaire Le Tournesol, Thetford Mines
Écol'Eau et Concept'eau Bac, un projet ENTREPRENANT

15 h 20

Pause

15 h 40

Atelier-Échanges G2 (salle SH-3260)

Mise en oeuvre et financement de la gestion écologique

M. Alain Webster, Adjoint au vice-rectorat, Université de Sherbrooke
L'élaboration et la mise en oeuvre des stratégies de développement durable : des considérations qui sont également de nature financière...

M. Mario Laquerre, Coordonnateur du Secteur ICI - RECYC-QUÉBEC
La responsabilité élargie des producteurs, un levier pour le financement de la gestion écologique des matières résiduelles

M. Yann Louvel, Coordonnateur régional pour la province du Québec Projet Campus Durables (PCD) Coalition Jeunesse Sierra (CJS)
La démarche « Campus Durable » de la Coalition Jeunesse Sierra

Atelier-Échanges E2 (salle SH-3620)

Actions étudiantes bénévoles et rémunérées

Mme Sophie Lafrance, Technicienne en environnement, Collège de Rosemont
L'implication des étudiants en environnement au Collège de Rosemont

M. Olivier Riffon, Écoconseiller, Président du Comité Environnemental de l'UQAC
De l'opération « zéro déchet-carbo neutre » du congrès de l'ACFAS 2005 à l'engagement environnemental multiple et diversifié de la communauté de l'UQAC

Mme Chantal Beaudoin, Responsable du programme R4, Université Concordia
R4 recruter, intégrer et garder ses bénévoles !

17 h 30

Cocktail au Carrefour des exposants (SH-4800)

Mme Sophie Malavoy, directrice du « Coeur des Sciences »

Annonce du partenariat entre l'AQPERE, la Chaire du Canada en ERE de l'UQAM, ENvironnement JEUnesse, la Coalition Sierra Jeunesse et le Centre d'innovations pédagogique en Sciences au collégial pour la réalisation du projet : Écodéveloppement des communautés collégiales et universitaires vers des campus durables.

Hommage et remerciement à la Fondation de la famille McConnell, représentée par Mme Janice Astbury, pour apporter son soutien à ce projet.

2 mars

8 h **Visite du futur pavillon LEED des sciences biologiques de l'UQAM et des Résidences universitaires (GMR)**

Guides : Mme Julie Martineau et Mme Cynthia Philippe

9 h **Atelier-Échanges G3 (salle SH-3260)**

Mesures et pratiques des achats éco-responsables

Mme Marie-Noëlle Roy, Coordinatrice de la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM)

Les politiques d'achat responsable (PAR) : des outils vers une responsabilisation sociale et environnementale !

Mme Roselyne Clément, Coalition étudiante Trans-Actions Responsables
L'étudiant et l'administrateur : une collaboration essentielle dans l'adoption d'une politique d'achat responsable

Atelier-Échanges E3 (salle SH-3620)

L'intégration des questions environnementales dans le curriculum des études

M. Marc Olivier, Professeur Hygiène, Environnement et SST, Cégep Sorel-Tracy

L'intégration des problématiques environnementales dans l'enseignement post-secondaire, une nécessité qui s'impose

M. Daniel Labilloy, Professeur, Centre d'études collégiales de Carleton
L'entreprise-école Chez Frédéric, un lieu de pédagogie novatrice, réalisé dans un contexte d'économie sociale et de développement durable

M. Marcel Lafleur, Conseiller pédagogique, Cégep Limoilou
L'environnement, c'est l'affaire de tous

10 h 20 **Pause**

10 h 40 **Atelier-Échanges G4 (salle SH-3260)**

Qualité de l'air, gestion de l'eau et efficacité énergétique, des composantes qui améliorent la qualité de vie des institutions

M. Gabriel Roux, Directeur des immeubles & équipements, UQAM

Un projet d'efficacité énergétique pour l'amélioration du confort de tous

Mme Manon Tardif, Professeure Institut des technologies agro-alimentaires, Saint-Hyacinthe

Un toit vert sur le toit de notre maison d'enseignement, un rêve étudiant devenu réalité

Atelier-Échanges E4 (salle SH-3620)

La reconnaissance des efforts de l'écodéveloppement, un puissant facteur de motivation pour l'amélioration continue

M. Claude Poudrier, Enseignant-chercheur, Commission scolaire du Chemin du Roy
Quand engagement rime avec valorisation

Mme Carole Marcoux, Conseillère pédagogique en environnement, Commission scolaire de Montréal

La reconnaissance stimule l'engagement !

M. Robert Dumais, Adjoint à la direction des études, Cégep de St-Félicien
Un petit geste par étudiant, un grand pas pour l'environnement

12 h

Dîner-Conférence (salle multifonctionnelle SH-4800)

La place des institutions d'enseignement dans le plan stratégique de développement durable de Montréal - Attente et engagement de la Ville

Mme Chantal I. Gagnon, Direction de l'environnement - Service des infrastructures, transport et environnement Ville de Montréal

13 h 30

Plénière

Bilan, clôture, recommandations issues des ateliers et résolutions à mettre en pratique d'ici 2008

15 h

Fin du colloque

Atelier-Échanges G3: Mesures et pratiques des achats éco-responsables

Les politiques d'achat responsable (PAR) : des outils vers une responsabilisation sociale et environnementale !



Depuis un peu plus de dix ans, plusieurs institutions d'enseignement, commissions scolaires et municipalités nord-américaines se dotent de politiques d'achat responsable (PAR). Ces politiques, mises sur pied grâce au travail de milliers de syndicats, militants et militantes et gestionnaires, permettent de responsabiliser ces institutions vis-à-vis l'environnement dans son ensemble, mais aussi vis-à-vis les travailleurs et travailleuses des pays du Sud qui produisent la majorité des biens que nous consommons dans les pays du Nord, et ce, dans des conditions de travail trop souvent inacceptables. Par cette présentation, qui se veut une introduction aux politiques d'achat responsable, la conférencière désire démontrer un des pouvoirs de transformation de la société que détiennent les institutions d'enseignement et qu'elles devraient utiliser en grand nombre.

Marie-Noëlle Roy
Coordonnatrice de la Coalition québécoise contre
les ateliers de misère (CQCAM)
ateliers@ciso.qc.ca

L'étudiant et l'administrateur : une collaboration essentielle dans l'adoption d'une politique d'achat responsable



Les enjeux entourant la préservation de l'environnement et la défense des droits des travailleurs préoccupent et mobilisent de plus en plus d'étudiants dans les institutions d'enseignement au Québec. La consommation responsable est un des champs d'action dans lequel les étudiants réalisent de nombreuses actions, que ce soit au sein des associations étudiantes, des groupes socio-environnementaux ou en partenariat avec l'administration. De ce fait, la Coalition étudiante Trans-Actions Responsables s'est donné comme mission de sensibiliser les communautés universitaires à adopter des mesures plus responsables au niveau de leurs achats; la recherche sur les fournisseurs, le réseautage entre les groupes et la rédaction d'outils concrets sont les moyens développés par le regroupement.

La présentation visera à présenter le rôle de l'étudiant ainsi que celui de l'administrateur dans l'adoption et l'application d'une politique d'achat responsable (PAR) d'une institution d'enseignement ou d'une association étudiante, en voulant miser sur l'esprit de collaboration et de complémentarité qui devrait être développé entre ces deux types d'acteurs. Finalement, quelques exemples concrets d'institutions scolaires et d'associations étudiantes ayant adopté une PAR seront mis de l'avant afin de démontrer qu'il est effectivement possible d'agir positivement dans ce dossier.

Roselyne Clément
Coalition étudiante Trans-Actions Responsables
infocoalition@gmail.com

Atelier-Échanges E3: L'intégration des questions environnementales dans le curriculum des études

L'intégration des problématiques environnementales dans l'enseignement post-secondaire, une nécessité qui s'impose



Au collégial comme à l'université, l'enseignement supérieur est morcelé en autant de programmes de formation qu'il y a de spécialités. Les programmes collégiaux établis selon l'approche par compétences tendent inévitablement à renforcer l'esprit utilitariste. Deux formes d'applications de l'éducation relative à l'environnement (ERE) s'y rencontrent.

Dans les programmes généraux du pré-universitaire, tant en sciences humaines qu'en sciences de la nature, les cours disciplinaires peuvent intégrer ici et là un dossier environnemental ou référer de façon soutenue à des problèmes environnementaux. L'ERE permet de développer peu à peu l'approche multidisciplinaire qui sous-tend les objectifs de ces programmes. L'exigence d'une épreuve synthèse de fin de programme permet le développement d'activités appliquées d'ERE, pour peu que l'enseignant concerné encadre les étudiants qui veulent prendre cette direction.

Cette approche dynamique est certainement entretenue par l'activité des mouvements étudiants qui conduisent vers la recherche d'une reconnaissance de Cégep vert ou d'Établissement vert Brundtland, qui maintiennent une effervescence de base durant l'année scolaire. Ces organismes jouent sur le terrain un rôle d'animation communautaire en ERE qui structure partiellement le milieu. En complément, les cégeps dont la direction participe à un Comité d'action et de concertation en environnement (CACE) peuvent observer des activités de sensibilisation, de meilleurs aménagements de leur milieu et une ouverture d'esprit envers l'ERE.

En formation technique professionnelle, quelques programmes offrent des contenus spécialisés en environnement physique ou en écologie. L'ERE est alors une partie formelle, rigoureuse et importante des activités de formation. Par les étudiants qu'ils rassemblent, une rétroaction est vécue dans le milieu. Cependant, peu de cégeps offrent des programmes de ce type, si bien qu'une minorité de cégepiens en profitent.

Dans la majorité des programmes spécialisés, les préoccupations utilitaristes éloignent les enseignants de l'ERE. Une piste s'offre cependant à nous avec la mise en place de la Convention de Québec sur la Santé-Sécurité qui impose le principe de responsabilisation au sein des formations actuelles développées selon l'approche par compétences. Il n'y a alors qu'un pas pour associer des approches environnementales en complément des approches de santé-sécurité; les contaminants chimiques en hygiène industrielle sont les polluants de l'environnement.

Là plus qu'ailleurs, une offre de service pour instrumenter les enseignants de spécialité du collégial semble essentielle pour rectifier le discours et développer une réflexion de Programme qui intègre des éléments d'ERE.

Marc Olivier
Professeur Hygiène, Environnement et SST
Cégep Sorel-Tracy
marc-j.olivier@usherbrooke.ca

L'entreprise-école Chez Frédéric, un lieu de pédagogie novatrice, réalisé dans un contexte d'économie sociale et de développement durable



La mission de l'entreprise-école Chez Frédéric est d'offrir un lieu de pédagogie novatrice qui permet le partage de connaissances, d'expressions et d'échanges diversifiés et qui met en valeur le talent et les réalisations des jeunes et de la population en général, le tout réalisé dans un contexte d'économie sociale et de développement durable.

La principale activité commerciale de l'entreprise consiste en un concept intégré de fabrication de pâtes fraîches et de sauce aux tomates. La promotion des produits régionaux est aussi réalisée par leur inclusion dans le menu.

Totalement indépendante dans son fonctionnement, l'entreprise possède son propre personnel. Toutefois, de par sa mission éducative, elle demeure toujours disponible comme laboratoire réel pour des applications pédagogiques pratiques.

En effet, elle permet principalement aux élèves des trois programmes techniques du Centre d'études collégiales (comptabilité et gestion, bureautique, informatique) de mettre en pratique les connaissances acquises dans le cadre de leur formation. Ainsi, ils réalisent des travaux scolaires dans un cadre réel, par exemple l'embauche de la directrice générale s'est complétée dans un cours de Gestion du personnel et c'était le travail de session des étudiants.

L'entreprise est un lieu de rassemblement où se tiennent des activités socioculturelles, artistiques et de loisir inscrites dans une grille horaire riche et diversifiée qui est développée avec notre clientèle et nos partenaires.

L'entreprise-école permettra à l'élève de s'ouvrir davantage au monde extérieur en partageant ses projets, ses compétences et ses connaissances avec la collectivité et ce, à travers son programme de formation.

Daniel Labillois
Professeur
Centre d'études collégiales de Carleton
dlabillois@hotmail.com

L'environnement, c'est l'affaire de tous



L'environnement, c'est l'affaire de tous! Il s'agit d'une formule répandue. Mais, au-delà du souhait que cela comporte, comment faire en sorte que chaque personne se sente interpellée et éventuellement passe à l'action?

Outre l'aspect institutionnel qui implique une saine gestion environnementale, la vocation même des établissements d'enseignement les amènent à jouer un important rôle d'agent de changement social en contribuant à la formation de citoyennes et de citoyens avertis et responsables en matière d'environnement.

Au Cégep Limoilou, nous avons exploré diverses avenues pour mobiliser tous les membres de notre communauté d'apprentissage, allant des étudiants jusqu'à la direction générale et même au conseil d'administration. Le traitement des questions environnementales dans les cours fait partie des moyens utilisés depuis longtemps, et ce grâce à l'initiative de certains enseignants convaincus et souvent convaincant. Mais, comment répandre cette pratique?

À l'automne 2007, le Cégep Limoilou innove en proposant un profil « Environnement et société » dans le programme des Sciences de la nature. Cette initiative vient appuyer une des orientations de sa Politique environnementale, soit l'intégration pédagogique. Elle s'inscrit également dans les visées du projet éducatif du Collège en présentant un projet de formation axé sur l'action et l'ouverture sur le milieu. Cette intégration dans le curriculum des études permettra ainsi de répandre ces préoccupations environnementales au sein du programme de formation bien sûr, mais également au sein de la communauté collégiale et même de la collectivité.

C'est sans doute un pas de plus pour faire en sorte que l'environnement soit véritablement l'affaire de tous et de toutes!

Marcel Lafleur
Conseiller pédagogique
Cégep Limoilou
marcel.lafleur@climoilou.qc.ca

Atelier-Échanges G4: Qualité de l'air, gestion de l'eau et efficacité énergétique, des composantes qui améliorent la qualité de vie des institutions

Un projet d'efficacité énergétique pour l'amélioration du confort de tous



Tout projet d'efficacité énergétique doit avoir pour objectif de procurer des économies découlant de l'amélioration du rendement énergétique comportant la fourniture de services professionnels et l'exécution de travaux de construction payés à même les économies réalisées.

Un tel projet exige donc au départ une analyse de la situation énergétique que l'UQAM a entreprise en 2003-2004. Par la suite, nous avons procédé à l'aide d'une firme externe à une étude de faisabilité en prenant comme cible le Campus Central. L'étude devait couvrir l'ensemble du potentiel d'économie. L'étude devait, entre autres, proposer des solutions pour abaisser notre pointe de consommation d'électricité (appel de puissance) afin de réduire les pénalités. On visait ainsi à :

- optimiser des séquences de fonctionnement;
- produire l'eau chaude domestique hors pointe;
- abaisser la température des locaux en période d'inoccupation;
- installer des humidificateurs au gaz naturel;
- installer des entraînements à vitesse variable;
- remettre en marche des systèmes de récupération;
- moderniser l'éclairage;
- remplacer le système de contrôle centralisé;
- remplacer six refroidisseurs et tours d'eau.

Tout projet d'efficacité énergétique exige du temps et des ressources importantes. Il s'étale donc nécessairement sur une longue période, mais sa mise en application présente de nombreux avantages que l'exposé mettra en évidence.

Gabriel Roux
Directeur des immeubles & équipements
UQAM
roux.gabriel@uqam.ca

Un toit vert sur le toit de notre maison d'enseignement, un rêve étudiant devenu réalité



L'idée d'implanter une toiture végétalisée sur l'ITA, campus St-Hyacinthe est venue d'une élève en septembre 2005... Un projet audacieux et captivant... Dans le cadre d'un cours terminal de sa technique en Horticulture, cette élève a voulu joindre trois de ses passions : l'Horticulture, l'Environnement et la Vie à la ville... Ayant découvert que la végétalisation des toitures à Montréal pourrait permettre de réduire considérablement les gaz à effet de serre, elle a décidé de travailler très fort avec divers spécialistes et ingénieurs afin de développer son expertise dans le do-

maine... son champ de pratique étant le toit de sa maison d'enseignement!!! De plus, entrevoyant la possibilité que ce projet se réalise réellement, nous avons décidé de confier à une élève spécialisée dans la conception de plans d'aménagements paysagers la « partie esthétique » du projet, notre toit étant assez solide pour supporter des arbustes et des vivaces.

Ce fut un duo gagnant! Un an plus tard, après moult efforts et tergiversations... le toit vert a pris forme à l'ITA. Pour l'institut, cette nouveauté permettra d'améliorer notre efficacité énergétique et de faire un pas de plus vers la certification CÉGEP VERT. En plus, depuis cet automne, nous pouvons assurer le transfert technologique de ces connaissances à nos paysagistes en les faisant pratiquer directement sur notre toit. Nous sommes aussi à organiser un réseau d'information qui nous permettrait de rendre disponible les données techniques que nous nous avons déjà recueillies sur le sujet ainsi que les résultats des tests de résistance des végétaux (froid, sécheresse...) que nous allons recueillir au fil des années à venir. Expérience unique en son genre... qui nous permet d'allier Agriculture, Horticulture et Environnement... et de participer aux efforts collectifs d'amélioration de la qualité de l'environnement au Québec et ce, pour le bénéfice de tous et des générations à venir... C'est fou comme les projets d'élèves peuvent nous mener loin!

Manon Tardif
Professeure, Institut des technologies agro-alimentaires
Saint-Hyacinthe
Manon.tardif@mapaq.gouv.qc.ca

Atelier-Échanges E4 : La reconnaissance des efforts de l'écodéveloppement, un puissant facteur de motivation pour l'amélioration continue

Quand engagement rime avec valorisation



L'expertise en Éducation à la Citoyenneté et à l'Environnement (ECE) est développée au Québec sous la supervision de M. Claude Poudrier formateur à la commission scolaire du Chemin du Roy.

En effet, depuis 1993, cette expertise est implantée à tous les niveaux d'enseignement, soit à partir des CPE (centre de la petite enfance) jusqu'à l'université. La formation offerte par M. Poudrier et ses collaborateurs est basée sur le modèle de la Recherche-Action pour la Résolution de Problèmes Communautaires (RA:RPC).

Notons que ce programme de formation continue est offert tout à fait gratuitement aux intervenants en éducation et ce, dans les deux langues. Le projet est supporté financièrement par le MELS, le mouvement Desjardins et la Fondation Alcoa.

Le modèle amène les acteurs, peu importe l'âge, à identifier des problématiques sociales ou environnementales réelles dans leur milieu et à les solutionner dans, pour et avec leur communauté. Aussi, il engage les jeunes à agir concrètement et à changer les choses dans une démarche démocratique.

En plus de découvrir leur POUVOIR D'AGIR en cours de processus, l'engagement des acteurs fait l'objet de cérémonies de reconnaissance à la fin de chaque projet réalisé dans, pour et avec leur communauté.

Jusqu'à maintenant les évaluations démontrent un taux élevé de satisfaction autant chez les acteurs eux-mêmes que chez les intervenants en éducation.

Claude Poudrier
Enseignant-chercheur
Commission scolaire du Chemin du Roy
claudio.poudrier@sympatico.ca

La reconnaissance stimule l'engagement !



Comment faire passer le nombre d'EVB de 10 à 100 à la CSDM en sept ans? Comment faire croître ce mouvement au Québec jusqu'à plus de 1000 établissements reconnus? Comment augmenter l'intégration de l'éducation relative à l'environnement dans les écoles de la CSDM et d'ailleurs? Comment rendre des habitudes de travail ou de consommation plus respectueuses de l'environnement? Bref, comment insuffler une culture environnementale dans le milieu de l'éducation? Certes, différents facteurs entrent en jeu et il n'y a pas une réponse unique à ces questions. Toutefois, un point commun y joue un rôle de grande importance : la reconnaissance.

Elle peut prendre de multiples formes depuis les attestations officielles jusqu'aux plus subtiles, celles qui se font sans tambour ni trompette, au jour le jour et qui sont de loin les plus efficaces, en passant par l'institutionnalisation de pratiques comme l'intégration de l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté dans le cursus scolaire par le MELS.

Recevoir le prix EECOM, le prix Phénix de l'environnement, l'attestation de Cégep vert ou le statut d'École Verte Brundtland donne aux institutions lauréates une visibilité indéniable qui fait la fierté non seulement de la communauté scolaire, mais aussi des citoyens du quartier. Les concours à saveur écologique, tels le concours international de jouets fabriqués à partir de matériaux récupérés, le défi de l'éducation pour une utilisation rationnelle de l'énergie, le concours intercollégial Pédagogie-Environnement, sont d'autres formes de mise en valeur des réalisations des jeunes qui y prennent part et reconnaissent ainsi en eux des acteurs écologiques à part entière et des acteurs convaincus de l'importance de protéger l'environnement.

Plus important encore, est au quotidien l'accueil enthousiaste et constructif de toute suggestion donnée par exemple lors de rencontres ou de réunions, le remerciement public ou personnel de toute forme de contribution, si minime soit-elle, les félicitations adressées à une personne méritante.

En bref, l'idéal est d'instaurer une « culture » de la reconnaissance dans nos établissements de sorte qu'elle devienne un état d'esprit, une pratique intégrée à la vie quotidienne. Ce faisant, nous cultivons en même temps un climat positif dans lequel il fait bon travailler. La reconnaissance non monétaire motive plus que l'argent. Savoir reconnaître, c'est savoir motiver.

Carole Marcoux
Conseillère pédagogique en environnement
Commission scolaire de Montréal
Marcoux@csdm.qc.ca

Un petit geste par étudiant, un grand pas pour l'environnement



Depuis de nombreuses années, les préoccupations environnementales et l'engagement des étudiants à protéger l'environnement, et plus particulièrement le comité des « Bleuets Verts », ont conduit l'établissement à se doter d'une politique de protection de son environnement, à mettre en place un comité institutionnel de protection de l'environnement, à mener une opération de caractérisation des matières résiduelles du Cégep et à élaborer un plan de gestion de ses matières résiduelles. Le Cégep a soumis sa candidature et obtenu la certification « Ici, on recycle » de RECYC-QUÉBEC.

L'initiative et le leadership des étudiants ont constitué des leviers de sensibilisation, d'information, d'éducation et de mobilisation des autres étudiants et de l'ensemble du personnel du Cégep. Dernièrement, l'Association étudiante a adopté un projet de mise en place à l'automne 2007 d'un « Fonds vert » constitué d'une contribution de 2 \$ par étudiant perçue avec la cotisation annuelle de l'association.

Par ce budget, l'association vise à encourager les initiatives d'éducation relative à l'environnement et à soutenir l'élaboration des projets porteurs. De plus, des étudiants du programme de techniques du milieu naturel en deuxième année réaliseront des projets à portée institutionnelle concernant le développement durable à l'intérieur d'un de leur cours.

Robert Dumais
Adjoint à la direction des études
Cégep de St-Félicien
rdumais@cstfelicien.qc.ca

Dîner-Conférence

La place des institutions d'enseignement dans le plan stratégique de développement durable de Montréal – Attente et engagement de la Ville



Adopté en 2005, le Premier plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise vise à mobiliser la collectivité montréalaise autour d'actions fédératrices. Après une première phase de démarrage (2005-2006) comprenant la réalisation de 24 actions concrètes, un second plan d'action sera déposé sous peu pour la phase 2007-2009. En plus des services municipaux et des administrations locales, près de 70 organismes partenaires sont engagés à réaliser des actions du Plan, dont six institutions universitaires, trois collèges et deux commissions scolaires. À ce titre, les institutions d'enseignement sont des partenaires importants du Plan.

L'objet de la conférence portera d'une part sur la contribution et l'expertise du milieu académique dans les actions du Plan. D'autre part, elle présentera les possibilités pour une collaboration accrue sur des objets de recherche entourant le développement durable et d'une nouvelle action du Plan pour que Montréal devienne un Centre régional d'expertise sur l'éducation en vue du développement durable de l'université des Nations Unies.

Enfin, cette conférence sera aussi l'occasion d'inviter l'ensemble des institutions d'enseignements et commissions scolaires du territoire de l'agglomération de Montréal à devenir des partenaires du Plan et à mobiliser leurs employés, les élèves et les étudiants, contribuant ainsi à faire de Montréal un exemple en matière de développement durable.

Chantal I. Gagnon
Direction de l'environnement - Service des infrastructures,
transport et environnement
Ville de Montréal
chgagnon@hotmail.com

Carrefour des exposants

Action-Environnement

Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE)

Caravane CFER

Cascades Groupe Papiers Fins

Centrale des syndicats du Québec (CSQ) : Mouvement des Établissements verts Brundtland

Coalition Jeunesse Sierra (CJS)

Communication Terre-à-Terre

École du Tournesol, Thetford Mines

ENvironnement JEUnesse

Equiterre

Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, UQAM

Fondation québécoise en environnement

Les Amis de la Montagne

Nova-Envirocom, Services Conseil - Grossiste en produits environnementaux

RECYC-QUÉBEC

Sovotech, Système de récupération de l'eau pluviale

Un événement zéro déchet – carbo neutre

S’inspirant de l’expérience entreprise par la Chaire de recherche et d’intervention en écoconseil de l’UQAC, à l’occasion du congrès de l’ACFAS 2005, l’AQPERE et le comité hôte du 3^e colloque sur l’Écodéveloppement des institutions d’enseignement du Québec ont décidé d’étendre l’opération « zéro déchet – carbo neutre ØØ » à cet événement.

Pourquoi devons-nous rendre les colloques et congrès du Québec sans déchets et carbo neutre ?

Des milliers de conférences et de congrès ont lieu chaque année au Québec. Ces événements déplacent plus d’un million de personnes produisant une appréciable quantité de gaz à effet de serre et génèrent aussi une quantité importante de matières résiduelles. Ne pas détourner ces dernières des sites d’enfouissement, lorsque ces événements se déroulent dans les collèges et les universités, c’est manquer à la mission éducative de ces institutions. La gestion écologique de ces événements contribuerait, de manière responsable, à l’atteinte des objectifs du plan de gestion des matières résiduelles que le gouvernement du Québec s’est donné.

Quant à la plantation d’arbres pour compenser les GES produits par les déplacements des participants, elle représenterait pour les organisateurs de tels événements un engagement tangible en faveur du respect du protocole de Kyoto. Des centaines de milliers d’arbres pourraient être ainsi plantés au Québec, là où les besoins se font sentir.

Une opération de grande portée éducative

À côté du bénéfice environnemental produit par cette nouvelle manière de conduire le Colloque sur l’écodéveloppement des institutions d’enseignement du Québec, les comportements auxquels sont conviés les participants ont une grande valeur éducative et promotionnelle. Tout en étant appelés durant les deux jours du colloque à poser divers gestes écologiquement responsables, les participants seront les témoins de la préoccupation des organisateurs à rendre l’événement conforme au rayonnement environnemental de l’UQAM.

L’opération zéro-déchet

À l’inscription, les participants recevront un porte-documents, réalisé sur papier Enviro-100 de Cascades tout comme le cahier du participant. Le bloc-notes a été confectionné par une entreprise d’insertion à partir de papier imprimé d’un côté seulement. Les cocardes, identifiant les participants, servent pour la troisième fois et seront récupérées à la fin du colloque pour un usage ultérieur. Sur le trajet qui mène aux ateliers, les participants trouveront des îlots de récupération multi-matières. Les matières organiques résiduelles générées par la préparation des dîners seront compostées dans le site de compostage de l’UQAM, récemment mis en opération. Aucune vaisselle jetable ne sera utilisée durant les dîners et, durant les pauses, les boissons seront servies en pichets de manière à réduire le plus possible les matières résiduelles à la source.

L’opération « carbo neutre »

Elle vise à évaluer le CO₂ émis par le déplacement des participants et à compenser cette émission par la plantation d’arbres capables de séquestrer cette quantité durant leur vie active (nombre d’années où un arbre est capable de fixer le CO₂). Pour évaluer les GES, émis par les participants au colloque, un sondage sera effectué auprès des participants pour connaître :

- leur ville de départ pour rejoindre l’UQAM;
- le moyen de transport utilisé;
- le lieu de résidence durant le colloque;
- le nombre de personnes transportées par véhicule.

Les réponses fournies permettront de déterminer le nombre et la variété d’arbres à planter sur le terrain de l’UQAM afin de compléter son aménagement paysager. Dans le cas où cela s’avérerait impossible, une entente sera négociée avec la Ville de Montréal pour effectuer la plantation conformément aux besoins de la ville.

Remerciements

La tenue de cette 3^e édition du colloque « Écodéveloppement des institutions d'enseignement du Québec » a été possible grâce à de nombreuses collaborations que nous souhaitons mettre en évidence.

En premier lieu, nos remerciements vont au comité organisateur, composé des personnes suivantes :

M. Normand Brunet, l'ISE

Mme Roselyne Clément, présidente de la Coalition étudiante Trans-Actions Responsables

M. Pascal Labonté, technicien en loisirs et environnement, Cégep Ahuntsic

M. Robert Litzler, président de l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE)

M. Yann Louvel, président de la Coalition Jeunesse Sierra pour le Québec

M. Jérémie Mbairamadji, doctorant en sciences de la gestion à l'UQÀM

Mme Mélanie McDonald, chargée de projet, Université de Sherbrooke

Mme Cynthia Philippe, conseillère à l'environnement auprès du rectorat de l'UQAM

Il est également de notre devoir de souligner le soutien technique des personnes suivantes :

Mme Cindy Rojas, adjointe administrative de l'AQPERE, pour la conception et la réalisation du site web du colloque

M. Renaud Paquet du service des communications du Collège de Rosemont pour la conception et la réalisation de l'affiche et du dépliant du colloque et la réalisation du cahier du participant

Toute l'équipe de bénévoles pour leur soutien logistique

La générosité avec laquelle nos conférenciers et exposants ont répondu à notre appel mérite toute notre reconnaissance. Un grand merci à eux pour nous avoir parmi d'offrir aux participants un contenu de qualité.

Au rectorat de l'UQAM, nous exprimons toute notre gratitude pour nous avoir accueilli dans ses murs.

Nous accordons enfin une attention particulière à la société RECYC-QUÉBEC et à son président-directeur général M. Robert Lemieux, qui parrainent le colloque depuis sa création en 2004.

Notes

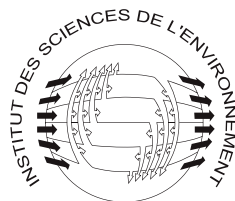


Comité organisateur



Collège de
Rosemont

UQÀM



Commanditaires

Montréal 

 **FONDS**
de solidarité FTQ
La force du travail

RECYC-QUÉBEC

Québec 

